
Révision du Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025

Cote du document: EB 2025/145/R.7

Point de l'ordre du jour: 3 b) i)

Date: 4 août 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: CONFIRMATION

Documents de référence: [Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025 \(EB 2024/143/R.12/Rev.1\)](#). [Cadre de contrôle interne \(EB 2023/140/R.11\)](#)

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver les modifications apportées au plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025.

Questions techniques:

Madina Bazarova

Directrice

Bureau de l'audit et de la surveillance
courriel: m.bazarova@ifad.org**Robert Creswell**

Responsable des audits

Bureau de l'audit et de la surveillance
courriel: r.creswell@ifad.org

Révision du Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025

1. Le plan de travail fondé sur les risques du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA (AUO) pour 2025 a été approuvé par le Président, examiné par le Comité d'audit à sa cent soixante-quinzième réunion et confirmé par le Conseil d'administration à sa cent quarante-troisième session en décembre 2024. L'objet du présent document est de proposer quatre modifications à apporter au plan de travail, compte tenu de l'évaluation des mutations de l'environnement des risques faite par AUO et des facteurs opérationnels.
2. Dans le plan de travail approuvé, une mission avait volontairement été laissée « non attribuée » pour permettre plus de souplesse dans la gestion des missions durant l'année 2025. Bien que la stratégie d'audit couvre de nombreux processus opérationnels clés – comme la décentralisation, la supervision, les fonds supplémentaires, la fragilité et la sûreté et la sécurité – AUO propose d'utiliser cette possibilité de modification du plan pour réaliser un état des lieux des risques et de l'assurance afin de permettre une couverture intégrale des principales assurances institutionnelles. Cet état des lieux recensera les principaux risques, fonctions, parties prenantes et processus au sein du cadre de gestion globale des risques du FIDA et cartographiera les activités effectives d'assurance en fonction du modèle des trois lignes¹. Ce travail sera mené en étroite collaboration avec le Bureau de la gestion globale des risques et avec un consultant externe.
3. Le deuxième changement proposé consiste à remplacer le rapport transversal sur la supervision des programmes de pays par un audit plus large du cadre de supervision des programmes. Cet audit contribuera aussi à l'état des lieux des risques et de l'assurance en recensant les principaux risques liés aux processus et aux activités de supervision, et il permettra de déterminer dans quelle mesure ces risques sont atténués. L'audit se concentrera sur l'efficacité des modalités institutionnelles de supervision, et sur le suivi et la communication des données qui s'y rapportent.
4. Le troisième changement est motivé par des facteurs opérationnels. Le Pakistan remplace le Népal en tant que pays de la région Asie et Pacifique devant faire l'objet d'un audit de bureaux de pays et de supervision. Le Pakistan, qui était précédemment l'autre choix possible pour 2025, est désormais prioritaire compte tenu du départ imminent du directeur de pays du FIDA au Népal à un moment où la charge de travail est très importante.
5. Le dernier changement proposé concerne la suppression de l'examen de portée limitée relatif à l'exercice 2025 sur le contrôle interne de l'information financière du plan de travail d'AUO pour 2025 et des plans de travail ultérieurs, car un tel examen n'est pas compatible avec le rôle joué par AUO dans la troisième ligne. Cela évitera en outre les chevauchements d'activités avec les auditeurs externes.
6. Le plan de travail révisé est présenté à l'annexe I et la liste révisée des pays retenus figure à l'annexe II.

¹ Le Cadre de contrôle interne du FIDA (EB 2023/140/R.11) s'inspire du modèle des trois lignes établi par l'Institut des auditeurs internes, qui décrit comment les principales fonctions au sein de l'organisation interagissent ensemble pour favoriser une gouvernance et une gestion des risques efficaces. Les fonctions de première ligne au sein de la direction dirigent les activités à mener (y compris en matière de gestion des risques) pour atteindre les objectifs institutionnels. Les fonctions de deuxième ligne au sein de la direction apportent une assistance et des critiques constructives sur la gestion des risques et communiquent des informations sur celle-ci. La troisième ligne (qui comprend l'audit interne) donne une assurance et des conseils indépendants et objectifs sur toutes les questions liées à la réalisation des objectifs. Les organes directeurs montrent la voie à suivre et garantissent la reddition de comptes tandis que les acteurs externes chargés de fournir des assurances supplémentaires, comme les auditeurs externes, complètent les sources d'assurance internes pour protéger les intérêts des parties prenantes. (Source: www.theia.org)

Tableau 1

Plan de travail d'AUO pour 2025

Les deux nouvelles missions sont en gras et les missions supprimées sont barrées.

<i>Activité</i>	<i>Plan de travail pour 2025</i>
Missions d'audit et de conseil	
Supervision des programmes de pays	5
Rapport de supervision transversal	4
Audit du cadre de supervision	1
Bureaux de pays et bureaux régionaux*	4
Fonds supplémentaires	1
Préparation aux activités de supervision dans les situations de fragilité ²	1
Sûreté et sécurité du personnel	1
<i>Une mission non attribuée (« ouverte »)</i>	4
État des lieux des risques et de l'assurance	1
Examens de portée limitée (récurrents)	
Contrôle interne de l'information financière	2 1
Dépenses liées à la résidence du Président	1
Certification des dépenses du siège	1
Total	18 17

Autres activités de conseil

- Participation, en qualité d'observateur, aux principaux comités de gestion relevant de la deuxième ligne de défense
- Formulation d'observations et contribution aux principaux projets, produits et initiatives institutionnelles proposés

Activités d'enquête et de lutte contre la corruption

-
- Enquêtes efficaces et rapides
 - Promotion de la nouvelle politique de lutte contre la corruption (formation, sensibilisation, plaidoyer)
 - Coordination des activités d'atténuation des risques avec les autres divisions du FIDA
-

Renforcement des capacités et coordination

-
- Représentation et plaidoyer lors de manifestations au sein du FIDA et à l'extérieur
 - Mise au point et gestion des outils d'audit et d'enquête
 - Recrutement, formation, évaluation et perfectionnement du personnel
 - Coordination avec le réseau d'enquête et d'audit des Nations Unies et des institutions financières internationales
-

* Comprend un rapport transversal.

² Le titre de cette mission d'audit a été modifié suite aux travaux approfondis de planification dont elle a fait l'objet. Le titre initialement communiqué dans la version approuvée du plan de travail d'AUO pour 2025, « Situations de fragilité ou de conflit (P) », a été remplacé par le suivant: « Préparation aux activités de supervision dans les situations de fragilité » pour mieux rendre compte de son champ.

Pays retenus

Tableau 1

Bureaux de pays retenus aux fins des activités d'audit pour 2025 (plus un rapport transversal chaque année)

Les missions qui ont été avancées sont en gras, et celles qui ont été reportées sont barrées.

<i>Division</i>	<i>2025</i>	<i>Autre choix possible pour 2025</i>
APR	Népal (bureau dirigé par un directeur ou une directrice de pays, jamais audité, budget: 0,7 million d'USD) Pakistan [bureau dirigé par un directeur ou une directrice de pays, jamais audité, budget: 1,1 million d'USD (PEP)]	Pakistan [bureau dirigé par un directeur ou une directrice de pays, jamais audité, budget: 1,1 million d'USD (PEP)]
ESA	-	Angola (bureau dirigé par un directeur ou une directrice de pays, jamais audité, budget: 0,8 million d'USD)
LAC	-	-
NEN	Türkiye (bureau multipays) (date du dernier audit: 2021, budget: 2,1 millions d'USD)	-
WCA	Libéria (bureau dirigé par un directeur ou une directrice de pays, jamais audité, budget: 1,1 million d'USD)	Nigéria (bureau dirigé par un directeur ou une directrice de pays, date du dernier audit: 2017, budget: 1,1 million d'USD)

Remarques: i) la mention « PEP » (provisoire à l'exercice précédent) indique que le pays avait été retenu à titre provisoire aux fins de l'audit dans le plan de travail d'AUO correspondant à l'exercice précédent; ii) les chiffres du budget administratif indiqués se rapportent à l'année 2024.

APR: Division Asie et Pacifique; ESA: Division Afrique orientale et australe; LAC: Division Amérique latine et Caraïbes; NEN: Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe; WCA: Division Afrique de l'Ouest et du Centre.

Tableau 2

Audits de la supervision de programmes de pays prévus pour 2025 (plus l'audit du cadre de supervision)

<i>Division</i>	<i>2025</i>	<i>Autre choix possible pour 2025</i>
APR	Népal (reclassement récent, jamais audité, montant décaissé: 24,0 millions d'USD) Pakistan (année du dernier audit: 2021, montant décaissé: 132,0 millions d'USD)	Pakistan (année du dernier audit: 2021, montant décaissé: 132,0 millions d'USD)
ESA	Ouganda (PEP) (année du dernier audit: 2018, montant décaissé: 55,0 millions d'USD)	Zimbabwe (jamais audité, montant décaissé: 18,0 millions d'USD)
LAC	-	Honduras (jamais audité, montant décaissé: 5,0 millions d'USD)
NEN	Türkiye (jamais audité, montant décaissé: 34,0 millions d'USD)	-
WCA	République centrafricaine (jamais audité, montant décaissé: 34,0 millions d'USD) Libéria (jamais audité, montant décaissé: 44,0 millions d'USD)	Nigéria (année du dernier audit: 2019, montant décaissé: 80,3 millions d'USD)

Remarque: le montant des décaissements indiqué correspond au montant cumulé des décaissements rétrospectifs effectués au cours des trois dernières années, à compter du 30 septembre 2024.